



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**MÉTROPOLE DU GRAND PARIS**

**SÉANCE DU CONSEIL DE LA MÉTROPOLE DU GRAND PARIS  
DU JEUDI 12 OCTOBRE 2023**

**CM2023/10/12/40-1 : PLAN VÉLO MÉTROPOLITAIN - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU  
DÉPARTEMENT DE LA SEINE-SAINT-DENIS ET APPROBATION DE LA CONVENTION**

---

DATE DE LA CONVOCATION : 6 octobre 2023  
NOMBRE DE CONSEILLERS EN EXERCICE : 208  
PRÉSIDENT DE SÉANCE : Patrick OLLIER, Président  
SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Quentin GESELL

**LE CONSEIL DE LA MÉTROPOLE DU GRAND PARIS**

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2213-2, L. 2213-4-1, L. 5211-11, L. 5219-1, R. 2213-1-0-1,

**Vu** la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropole (MAPTAM) et notamment son article 12,

**Vu** la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) et notamment son article 59,

**Vu** le décret n°2015-1212 du 30 septembre 2015 constatant le périmètre, fixant le siège et désignant le comptable public de la Métropole du Grand Paris,

**Vu** l'arrêt de la Cour de justice de l'Union Européenne du 24 octobre 2019 qui condamne la France pour manquement aux obligations issues de la directive qualité de l'air de 2008,

**Vu** la décision du Conseil d'Etat du 10 juillet 2020 qui enjoint l'Etat français à prendre des mesures pour réduire la pollution de l'air dans huit zones en France, dont la Métropole du Grand Paris, sous astreinte de 10 millions d'euros par semestre de retard,

**Vu** le Plan de Déplacements Urbains d'Île-de-France approuvé le 19 juin 2014 par le Conseil Régional d'Île-de-France après enquête publique et avis de l'Etat,

**Vu** la délibération CM2017/08/12/10 relative à la compétence « Lutte contre la pollution de l'air » de la Métropole du Grand Paris,

**Vu** le programme d'action du projet de Plan Climat Air Energie Métropolitain adopté par délibération du 12 novembre 2018, et en particulier la fiche action « AIR6 – Réaliser un Plan Métropolitain pour les mobilités actives »,

**Vu** les délibérations CM2018/11/12/11, CM2020/12/01/03, CM2022/07/01/15 et CM2023/07/13/10 relatives au déploiement de la Zone à Faibles Emissions mobilité métropolitaine,

**Vu** la délibération CM2021/07/09/32 approuvant le Plan Vélo Métropolitain,

**Vu** la convention d'objectif et de partenariat entre la Métropole du Grand Paris et le Collectif Vélo Île-de-France pour la période 2022-2024 adoptée le 21 octobre 2022,

**Vu** le contrat de relance et de transition écologique signé le 18 mars 2021 entre la Métropole du Grand Paris et l'Etat,

**Vu** la demande de subvention du Département de la Seine-Saint-Denis à la Métropole du Grand Paris portant sur le financement d'un projet d'aménagements cyclables,

**Vu** le projet de convention avec le Département de la Seine-Saint-Denis, au titre du plan vélo métropolitain relatif au financement du projet d'aménagements cyclables, annexé à la présente délibération,

**Considérant** la compétence de la métropole du Grand Paris en matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie,

**Considérant** que la métropole du Grand Paris « définit et met en œuvre des programmes d'action en vue de lutter contre la pollution de l'air et de favoriser la transition énergétique, notamment [...] en favorisant le développement de [...] l'action publique pour la mobilité durable », conformément à l'article L.5219-1 du code général des collectivités territoriales,

**Considérant** la stratégie métropolitaine affirmée pour atteindre la neutralité carbone en 2050 et améliorer la qualité de l'air, avec le Plan climat air énergie métropolitain,

**Considérant** que le 4 août 2021, le Conseil d'Etat a condamné la France à payer une astreinte de 10 millions d'euros pour le 1<sup>er</sup> semestre 2021, estimant que les mesures prises par l'Etat pour améliorer la qualité de l'air ne permettront pas d'améliorer la situation dans un délai le plus court possible,

**Considérant** que le 17 octobre 2022, le Conseil d'Etat a condamné la France à payer deux astreintes de 10 millions d'euros pour les retards du 2<sup>ème</sup> semestre 2021 et 1<sup>er</sup> semestre 2022, au motif que l'objectif de respect des seuils limites demeure très éloigné et n'est accompagné d'aucun élément permettant de considérer ces délais comme étant les plus courts possibles,

**Considérant** que le Département de la Seine-Saint-Denis a sollicité l'attribution d'une subvention au titre du plan vélo métropolitain pour un projet d'aménagements cyclables :

- cohérent avec les tracés dudit plan vélo métropolitain

- jugé techniquement compatible avec les ambitions de la Métropole du Grand Paris en matière de sécurisation et de confort des aménagements cyclables, et de partage de la voirie en tant qu'espace public d'une manière plus globale,
- et qui s'inscrit dans les compétences et priorités affichées par la Métropole,

**Considérant** que ledit projet est de facto éligible à un financement au titre du plan vélo métropolitain,

La commission « Cohérence territoriale et Mobilités durables » consultée,

### APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ

**DECIDE** l'octroi d'une subvention en investissement d'un montant de 45 000 euros au Département de la Seine-Saint-Denis, comme suit :

Collectivité concernée	Voiries concernées	Ligne du Plan Vélo Métropolitain correspondante	Part de l'opération dédiée aux aménagements cyclables	Montant de la subvention attribuée par la Métropole du Grand Paris
Département de la Seine-Saint-Denis	RD40 à Bobigny	Ligne 5	1 024 696€ HT	45 000 €
<b>Total</b>			<b>1 024 696 € HT</b>	<b>45 000 €</b>

**PRECISE** que ce financement relève du Plan Vélo Métropolitain.

**APPROUVE** le projet de convention ci-annexé, qui définit les modalités de versement de la subvention d'investissement avec le Département de la Seine-Saint-Denis.

**AUTORISE** le Président ou son représentant à signer ladite convention, et tout acte y afférent.

**AUTORISE** le Président ou son représentant à procéder au contrôle de la réalisation du projet d'investissement financé par la métropole du Grand Paris.

**DELEGUE** au Bureau de la Métropole la possibilité d'approuver des avenants à la convention ci-annexée, objet de la présente délibération, hors modification substantielle.

**DIT** que les crédits seront imputés sur l'autorisation de programme « ZI8700001 Plan Vélo », opération « 20048 Plan Vélo ».

**ADOpte À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS**

Le Président de la métropole du Grand Paris

Patrick OLLIER  
Ancien Ministre  
Maire de Rueil-Malmaison

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Paris dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et de sa publication.